



Programme « Energie, Environnement, Développement »

Rapport d'activités 2005



JANVIER 2006

En référence au Programme Stratégique d'ENDA « Energie, Environnement, Développement » élaboré pour la période 2005-2008, les activités de l'année 2005 s'articulent autour des quatre axes stratégiques et sont présentées en rapport à ces quatre axes, rappelés ci-dessous :

1. **Connaissance des systèmes énergétiques** : Approfondissement de la connaissance de la situation des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, social, économique, politique et socio-culturel.
2. **Services de base de l'énergie** : Elargissement de l'accès aux services de base de l'énergie pour le plus grand nombre dans une optique de lutte contre la pauvreté.
3. **Les Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME)** : Contribution à leur élaboration et à leur mise en œuvre.
4. **« Le développement d'abord »** : Analyse et recherche de synergies entre Energie – Environnement - Développement dans une optique de lutte contre la pauvreté.

Comme par le passé, les activités 2005 correspondent aux diverses modalités d'intervention du Programme qui relèvent de **la recherche action, de la formation, du « policy dialogue », de la prise de position, de publications, d'animation de réseaux d'échanges de connaissance, de diffusion de l'information, d'identification et de réalisation de projets.**

Les années passées, la présentation par projet ne permettait pas de mettre en exergue nos activités spécifiques, leur cohérence et nos avancées sur chaque axe. Nous avons choisi, cette année, de faire apparaître, pour chaque axe, les enjeux, les activités, les principaux acquis et les perspectives. Cette présentation par axe permet de donner une vue plus homogène des principaux enseignements obtenus à partir des activités de l'année. En rompant résolument avec l'approche « projet », le Programme « Energie, Environnement, Développement » d'ENDA veut s'inscrire dans des principes d'autonomie de la réflexion et de l'action. Cette autonomie est toujours relative puisqu'elle se délimite dans les débats et les activités que nous choisissons d'engager tant au sein de notre institution avec d'autres entités que dans le choix des partenariats pour lesquels nous optons afin de mener nos activités.

A l'évidence toutes les informations ne sont pas reprises ici, une lecture complémentaire peut se faire à partir de : www.enda.sn/energie/index/nrj.htm

1. Connaissance des systèmes énergétiques : **Approfondissement de la connaissance de la situation des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, économique, politique et socio-culturel.**

Si dans leurs grands traits les systèmes énergétiques africains sont connus, il n'en reste pas moins que la seule connaissance des structures d'approvisionnement ne répond que très partiellement à l'appréhension que l'on doit avoir des mutations en cours (privatisation, réforme du secteur, promotion des énergies renouvelables, énergies traditionnelles, etc.) et surtout des besoins des populations défavorisées et des activités génératrices de revenus en particulier en milieu rural. La méconnaissance de telles situations nécessite de faire l'inventaire et la réactualisation permanente des études, informations et statistiques disponibles et, à partir d'enquêtes de les enrichir. Les bases de données ainsi constituées sont un élément indispensable pour la recherche et, par suite, pour une meilleure appréhension des décisions à prendre et des actions à entreprendre.

Deux voies sont utilisées :

La **première voie** réside dans l'établissement et le suivi de bases de données :

- 1- Base de données Micro-Hydroélectricité. Mise en place d'un système d'information sur la Micro-hydro dont l'objectif est de réunir toutes les parties prenantes au projet Micro-Hydro (PNUD/GEF) autour d'un réseau pour un meilleur partage des expériences et des bonnes pratiques : 11 pays dans la première phase, extension à 9 pays supplémentaires après la conférence de Vienne (UNIDO, Avril 2005). Base de données en cours d'élaboration.
- 2- Alimentation de la base de données du modèle LEAP (Planification Energétique) et animation du Centre de Ressources et d'Etudes des Stratégies sur les Energies Traditionnelles et de Substitution en Afrique Subsaharienne (CRETAS/ENDA), voir site web.



Une **seconde voie** consiste à poursuivre les investigations pour une meilleure connaissance des secteurs et de l'environnement des entreprises :

1. Réalisation d'une **typologie des Petites et Moyennes Entreprises** au Sénégal, en vue de déterminer leur profil énergétique à partir d'enquêtes de terrain (ENEFIBIO/UE : Développement d'une meilleure efficacité énergétique au sein du secteur des Petites et Moyennes Entreprises du Sénégal et du Cameroun par l'utilisation de biomasse-énergie) ;
2. Définition des **activités productives** susceptibles d'utiliser les énergies renouvelables en milieu rural ouest africain et identification de niches potentielles pour le développement du secteur (Renewable Energy Technology & GNESD/UNEP) ;
3. Impact des réformes sur **l'accès des pauvres à l'électricité** qui montre clairement que les réformes du secteur, si elles ont un impact global (meilleure taux d'électrification), en revanche, elles n'ont aucun effet sur l'accès à l'électricité des populations les plus pauvres (ACCESS I). Ces résultats ont fait l'objet d'une publication, sous forme de « Résumé pour les « décideurs » in **Bulletin Africain** numéro spécial, mai 2005 pour la version française (tirage 1500 exemplaires) et GNESD /URC pour la version anglaise ;
4. Définition des **bonnes pratiques** pour la mise en œuvre des politiques qui permettent d'améliorer l'accès des pauvres aux services énergétiques (ACCESS II / GNESD) - Expériences du Ghana et de la Côte d'Ivoire ;
5. Définition d'axes de développement des **capacités et potentiel d'investissement** dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique de l'ouest (FINESSE / BAD)

La mise en place de bases de données tant quantitatives que qualitatives permet de cerner de manière de plus en plus fine les réalités énergétiques et, par la suite, d'apporter dans les processus de prise de décisions des informations plus pertinentes tant au niveau global que sectoriel. Il n'en reste pas moins que l'approvisionnement continu de ces bases de données reste l'enjeu majeur pour les périodes à venir.

2. Services de base de l'énergie :

Elargissement de l'accès aux services de base de l'énergie pour le plus grand nombre dans une optique de lutte contre la pauvreté.

En Afrique sub-saharienne, l'offre de services énergétiques est plus ou moins calquée sur le modèle des pays industrialisés. Dans ces conditions, il est pratiquement impossible à la grande majorité de la population d'avoir accès à des services énergétiques de qualité acceptable pour des besoins de base et/ou pour des activités à petite échelle génératrices de revenus. Les effets pervers de ces approches sont aujourd'hui connus : le taux de raccordement des populations rurales au réseau électrique ne dépasse rarement 5%. Il faut donc repenser en profondeur l'offre de services énergétiques en utilisant chaque fois que cela est possible des approches adaptées au contexte notamment à travers des techniques alternatives, des systèmes d'organisation novateurs et plus efficaces, etc.



Une **première approche** consiste à appuyer la création d'entreprises de services énergétiques (AREED), soit pour l'élaboration de projets (8), soit par micro-financement des opérateurs :

- Trois entreprises financées (Montant des financements octroyés en 2005 : 205 Millions Fcfa):
 - production de céramique- APROCER,
 - distribution de gaz butane - LMDB,
 - production de lampes et régulateurs solaires - Energie R
- Deux projets en attente d'approbation :
 - Electrification rurale – (Kolda, Vélingara, Tambacounda, Sédhiou) G SERM,
 - Cabines GSM en milieu rural - Access Energy Media



Entreprise « AREED » : VEV (éolienne) & Prosoleil (Chauffe eau solaire)

Création du site de AREED SENEGAL : accessible a partir de <http://www.enda.sn/energie/indexnrj.htm> & <http://jp1.estis.net/sites/areedsen/>

Une **deuxième approche** consiste à appuyer les pays dans l'élaboration de projets spécifiques (Initiative Européenne « Energie et lutte contre la pauvreté ») :

En **Guinée Bissau** : Diffusion des technologies améliorées de carbonisation ; Appui à la mise en oeuvre de la réforme institutionnelle des sous secteurs des énergies renouvelables et domestiques ; Electrification solaire de 50 communes ; Electrification des îles de Boloma par des systèmes éoliens ; Electrification rurale décentralisée par la gazéification de la biomasse ».

Au **Sénégal** : Collecte et valorisation de lait dans les régions de Matam et de Kolda (PREMs de l'ASER) ; Programme de Renforcement des Capacités d'intervention des structures sanitaires et

scolaires en milieu rural par la fourniture d'un service énergétique d'origine solaire ; Production et diffusion de charbon de biomasse alternatif au charbon de bois dans la région de Saint- Louis ; Diffusion de plates-formes multifonctionnelles pour l'allégement des tâches domestiques et la réalisation d'activités productrices.

Une **troisième approche consiste** à développer les échanges d'informations et le dialogue politique sur les conditions d'accès à certains équipements, par exemple, la mise en réseau des partenaires nationaux et régionaux des projets Plateformes Multifonctionnelles. Cette activité correspond à différentes étapes : Diagnostic des besoins et contraintes d'accès à l'information au niveau des partenaires nationaux et régionaux des projets PTFM ; Elaboration et validation d'une stratégie d'échanges d'information et de partage de connaissances (Comité technique, 24-28 janvier 2005, Dakar) ; Elaboration d'une charte informationnelle définissant les rôles et engagements des partenaires du réseau ; Elaboration d'un prototype d'Intranet et la conception de maquette d'un site Web (voir ci après).

Plateforme Multifonctionnelle
Plateforme Collaborative



La plateforme collaborative, est une initiative de la Cellule régionale en partenariat avec ENDA énergie. Elle permet aux partenaires régionaux et nationaux de diffuser des informations sur leurs activités de formation, de gestion et de maintenance, de suivi-évaluation, de partage d'expérience et de coordination aux niveaux nationaux et régionaux avec la base de données partagée. La plateforme contient un forum de discussion, un stockage de dossier, un calendrier partagé, une bibliothèque virtuelle, une liste de contact, un email et des ressources de vidéoconférence.



Une fois entrés, les utilisateurs enregistrés peuvent naviguer en cliquant sur les diverses icônes au dessus de la page

Votre login

Ces activités ont nécessité, entre autres, de réaliser : un inventaire de ressources documentaires disponibles à la Coordination Nationale du Sénégal (Plus de soixante (70) documents recensés) ; un manuel de formation WINISIS ; La formation de cinq (5) membres de la Coordination nationale du Sénégal aux techniques de gestion de l'information documentaire.

Sous le même objectif un **partenariat Nord-Sud pour un dialogue politique autour des énergies renouvelables**, a été développé en se fixant sur trois axes : santé, développement durable et entreprise privée. Des équipes nationales ont été constituées, par ENDA, au Sénégal, au Bénin et au Burkina en vue de produire des documents de projets intégrant la problématique. Ensuite, un séminaire régional a été organisé à Dakar (avril 2005) dans le respect de la diversité des groupes représentatifs : personnel de santé, ministères de l'énergie, de la santé, de l'agriculture, sociétés d'électricité, ministère de l'hydraulique, partenaires du projet Partners for Africa, PNUD, Union Européenne, UEMOA, CILSS, CEDEAO, WIP (Germany), ITDG (UK) soit une cinquantaine de participants. Enfin ENDA a participé au séminaire final (Dar es Salaam, juin 2005). Il en ressort que la diversité sectorielle des partenaires permet d'avoir, sur l'accès aux énergies renouvelables, des points de vue moins techniques et finalement plus opérationnels. De plus, la possibilité de développer des projets d'intégration entre plusieurs pays ou même à une échelle sous régionale a largement été mise en exergue. Les pays représentés vont continuer à œuvrer en ce sens pour déboucher sur des propositions concrètes de projets.

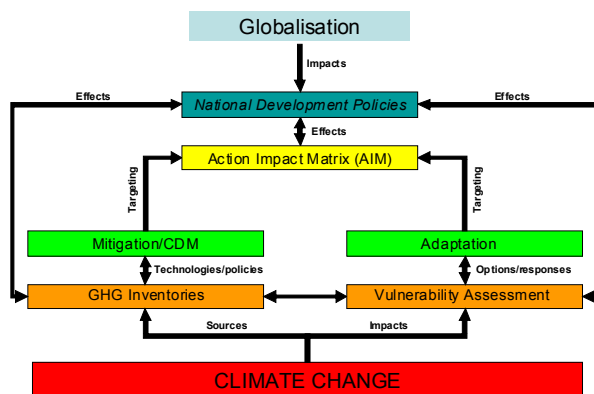
Dans la même optique de renforcement de l'accès aux services énergétiques pour la lutte contre la pauvreté, ENDA a appuyé le PNUD et la BAD ainsi que les gouvernements de 11 pays africains au Sud du Sahara pour l'élaboration d'une étude de faisabilité sectorielle (disponible sur le site du PNUD). Cette étude rentre dans le cadre de la mise en œuvre du projet régional de renforcement des capacités en micro-hydroélectricité et d'investissement pour la fourniture de services de base en milieu rural.

3. Les Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) : Contribution à leur élaboration et à leur mise en œuvre

Le processus qui a conduit à RIO, comme les instruments d'action qui en sont issues à travers les Accords Multilatéraux sur l'Environnement, ont largement posé les jalons des actions entreprises depuis plus de 10 années. Cependant, au rythme d'évolution de la mise en œuvre des différentes conventions et mécanismes adjacents, un processus continu d'apprentissage dans l'action s'impose autant pour les décideurs que pour les populations. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'action d'Enda qui s'articule autour de l'élaboration et la diffusion de papiers de position, la participation active aux travaux scientifiques et aux négociations, la maîtrise et la et/ou l'adaptation au contexte africain des instruments d'analyse et d'aide à la décision, la formation, l'animation de réseaux d'information, d'échanges, de recherche et de d'actions concrètes sur les Conventions Environnementales (Biodiversité, Changement Climatique, Lutte contre la désertification,...). Ces outils de plaidoyer, de dialogue, voire de lobbying pour un développement alternatif s'appuient essentiellement sur les initiatives et les expériences populaires.

La réaffirmation du leadership régional d'enda sur les changements climatiques et la vulnérabilité & l'Adaptation s'est manifestée par :

1. la production d'outils de formation développées par enda : Guide de formation et outils complémentaires ; mise en place, en partenariat (MIND-Sri Lanka, ERC-Cape Town, UNITAR-Genève) d'une plate-forme interactive sur les changements climatiques (www.cern.ch/c3d) où les outils sont accessibles (Climate Change Capacity Development – C3D) ;). Le développement de ces outils vise entre autres au renforcement des capacités humaines et institutionnelles des pays en voie de développement ainsi que des centres de recherche et de formation existants (CILSS/AGHRYMET, ACMAD, OSS, CSE, etc.) ceci, pour mieux aider à appliquer la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et accroître une participation effective au processus de Kyoto. La conduite de ces activités devant permettre de réduire la dépendance vis-à-vis d'instituts basés dans les pays industrialisés et de développer la collaboration sud-sud. enda focalise ses activités sur la Vulnérabilité/Adaptation en cohérence avec celles menées par les autres centres, cf. tableau ci-dessous :



« Climate Change Capacity Development » Training Objectives and Methodology

2. l'organisation d'un atelier de formation de formateurs sur la Vulnérabilité/Adaptation (Dakar, juillet 2005, voir compte rendu site web enda) ; par la participation à l'animation d'ateliers spécifiques (Maputo – UNFCCC ; Dakka – CLACC-IIED) ;

3. l'organisation d'interviews et de focus groupes réunissant des experts dans différents secteurs (agriculture, eau, santé, énergie, zone côtière et gestion forestière) et ayant une bonne connaissance et une expertise dans le domaine des changements climatiques. L'intérêt de ces rencontres était de recueillir leurs avis sur les priorités de recherches et les orientations politiques pour les décideurs. Celles-ci, validées dans le cadre d'un atelier national et également régional, traduisent le souci d'améliorer la capacité des groupes vulnérables à s'adapter et/ou à résister aux effets induits par les changements climatiques.



Atelier sur les Changements Climatiques et Développement, Consultation sur les priorités de recherche (22-23 Avril 2005 Hôtel AL AFIFA, Dakar, Sénégal).

4. des **appuis en ligne** (plus d'une centaine) et par cinq (5) conférences-vidéo aux équipes PANA (Programme d'Action Nationaux d'Adaptation) : Burundi, Comores, Mali, Mauritanie, SaoTomé & Principe, Rwanda, Niger (avec atelier enda). Ces conférences-vidéo animées par enda ont pour objectif de faire partager aux équipes, en début du processus PANA, l'expérience des équipes qui étaient déjà bien avancés dans la mise en œuvre de leur PANA. L'utilisation de la plateforme interactive PANA constitue un outil de communication et d'échanges performant (www.cern.ch/napa) en ce sens qu'elle permet aux différentes équipes de s'informer mutuellement sur l'état d'avancement de leur processus;
5. le **renforcement de la société civile** dans le domaine de la Vulnérabilité/Adaptation : Animation de la formation de stagiaires venus de trois ONG ouest africaines (Bénin, Mauritanie Mali), assurée par l'équipe ENDA : présentations théoriques par, exercices de pratique des stagiaires, encadrement d'une étude de terrain réalisée dans la région de Dakar ;
6. la participation aux instances subsidiaires (SBSTA & SBI- Bonn Juin) et à la COP/MOP Climat (Montréal – décembre) en tant qu'appui technique et en animation de la société civile dans le cadre du Climate Action Network (CAN), appui au groupe africain et coordination du groupe Afrique de l'ouest ;



*Side event organisé par ENDA à la COP/MOP Climat de Montréal – décembre 2005)
Discutants : South Africa Delegate, UNFCCC Secretariat representative, Senegal delegate*

7. le **développement de l'accès à l'information**, l'échange et la circulation de l'information existante sur les changements climatiques (IACCTT) : Trois séminaires de formation ont été tenu, d'une part au Sénégal : à l'intention des membres du Comité national sur les changements climatiques (COMNACC) ainsi que des journalistes et, d'autre part, au Mali, pour le personnel en charge de la gestion quotidienne

du projet. Cette formation a également servi de base pour la mise en place de la base de données du partenaire malien, le MaliFolkcenter (MFC). Au Ghana, à l'intention des acteurs du changement climatique. Un CD a été réalisé rassemblant tous les documents et publications de la base de données.

8. **l'implication des populations** dans les activités de recherche sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto : suite à l'entrée en vigueur du Protocole (février 2005), il est apparu plus déterminant que les populations rurales dépositaires des forêts (puits de carbone), soient impliquées dans ce processus très complexe. Aussi, Enda participe à une recherche dans laquelle les populations rurales concernées sont formées à mesurer le carbone des forêts. Cette recherche participe également à la sensibilisation des populations afin qu'elles perçoivent et prennent conscience des enjeux des politiques nationales et des négociations en cours sur le carbone à l'échelle internationale. Le marché du carbone est, en effet, devenu une réalité avec laquelle il faut compter surtout dans toutes les activités qui se passent dans les forêts. Enda conduit cette activité de recherche au Sénégal, au Mali, en Guinée Bissau et au Burkina Faso en collaboration avec l'Université de Twente à Enschede (Pays Bas), l'Université de Dar-es-Salaam, ICIMOD (pour l'Inde et le Népal dans la zone de l'Himalaya).
9. l'appui à l'élaboration des **inventaires de Gaz à Effet de Serre (GES)** : cette activité de formation concerne quatorze pays (14) : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Tchad et Togo. Elle est actuellement centrée sur deux secteurs : la forêt et l'agriculture (PNUD/FEM) ;
10. l'appui à la mise en œuvre du **Mécanisme de Développement Propre (MDP)** dans les pays africains : enda joue le rôle de Centre Régional, en partenariat avec ERC (Cape Town) pour développer dans trois pays (Côte d'Ivoire, Mozambique, Ouganda) d'un côté un « pipeline » de projets MDP, de l'autre l'Autorité Nationale Désignée (DNA). Cette activité est en extension sur le Ghana et la Mali (CD4CDM / UNEP URC);
10. l'appui au secrétariat de la **Convention de lutte contre la désertification (UNCCD)** : Synthèse des rapports des pays africains sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la lutte contre la désertification – CRIC 3 ; Elaboration de la présentation du rapport Afrique – CRIC3 ; Synthèses sous-régionales (UMA, IGAC, CILSS, CEMAC, SADC) ;
11. la contribution à l'élaboration du **Guide des ONG au FEM/GEF** (Fonds pour l'Environnement Mondial), notamment dans ses chapitres sur les changements climatiques, la biodiversité et sur les critères d'éligibilité. Ce guide très attendu dans le milieu des ONG vise à mieux faire connaître le FEM afin de promouvoir une meilleure participation de la société civile à l'élaboration de la politique du Fonds, ainsi que de mieux tirer profit de ses sources de financement.

Les approches développées et utilisées par enda et ses partenaires démontrent la nécessité d'introduire de manière encore plus prégnante la Vulnérabilité/Adaptation dans les projets et les plans de développement des pays, afin de ne pas ajouter aux vulnérabilités économiques et sociales de populations les plus pauvres, la vulnérabilité liée aux changements climatiques.

Ces activités ont permis : de mieux ancrer le domaine de l'Adaptation dans les activités courantes d'ENDA, d'en faire un centre de référence sur les activités de V&A et de créer une dynamique francophone et un réseau sur CC et V&A, en utilisant les opportunités de connexion offertes par les programmes C3D, LCA, CLACC, et les autres contacts.

Dans la perspective de la prochaine COP/MOP à Nairobi (2006) ENDA doit renforcer ce rôle technique et d'animation, en particulier en Afrique de l'ouest et du centre.

4. « Le développement d'abord » / Initiative ENDA « Energie-Pauvreté » Analyse et recherche de synergies entre Energie – Environnement - Développement dans une optique de lutte contre la pauvreté

L'analyse des documents stratégiques de réduction de la pauvreté constitue une entrée incontournable pour aborder les opportunités actuelles en matière d'énergie et d'environnement. Elle permet de proposer des approches multisectorielles et décentralisées pour le développement. Centrées sur l'analyse des modes de subsistance des populations, ces approches permettent grandement de contribuer à mieux appréhender la vulnérabilité, sous toutes ses formes, des populations, en particulier les plus pauvres.

Plus globalement, le NEPAD « is a pledge by African leaders, based on a common vision and a firm and shared conviction, that they have a pressing duty to eradicate poverty and to place their countries, both individually and collectively, on a path of sustainable growth and development, and a same time to participate actively in the world economy and body politic” (NEPAD 2001, Introduction §1).

La prédominance qui y est donnée aux « investissements massifs lourds », avec leurs effets multiplicateurs sur la production directe, conduit naturellement à rapprocher ces propositions du débat qui anime actuellement la communauté internationale sur la prise en compte des risques, pour le continent africain en particulier, liés à la désertification, au changement climatique (qui sont maintenant avérés pour la communauté scientifique internationale), à la perte de biodiversité, etc. Rapprocher les préoccupations environnementales actuelles d'un plan de développement pour l'Afrique doit permettre de se rapprocher de l'objectif de « durabilité » dans les choix de développement, à savoir : efficient au plan économique, « sain » au plan environnemental, équitable au plan social et cohérent au plan institutionnel.

Mais, face à la multiplication des AME, la priorité doit rester aux objectifs de développement (« Le développement d'abord »), nul ne le conteste et les Objectifs du Millénaire (ODM) sont là pour le rappeler. Le défi est d'intégrer ces accords dans les plans de développement ou encore de faire en sorte qu'ils deviennent des facteurs de développement durable. Ces accords doivent permettre de développer dans les pays africains des actions structurantes à long terme, c'est à dire d'intervenir, par exemple, en amont sur le « trend » des futures émissions de GES en privilégiant, dès maintenant, des choix d'infrastructures économes en carbone que ce soit dans le domaine de la construction, de l'énergie, des transports, de l'urbanisme, etc.

1 - Dans ce cadre, Enda a été retenue par L'agence Néerlandaise de l'Environnement et le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) pour organiser et animer un atelier international sur la thématique : **«Le développement rural et le rôle de l'alimentation, de l'eau et de la biomasse: opportunités et défis pour le développement et le climat»**. Cet atelier (Dakar, Novembre 2005) a enregistré la participation d'une soixantaine d'experts internationaux, consultants, chercheurs, universitaires, décideurs, opérateurs privés venus de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et du Nord et également d'Europe. Cet atelier, qui rentre dans le cadre d'un programme intitulé « Development Fisrt », avait pour objectif de favoriser le partage de connaissance et d'expertise en matière d'identification d'actions et d'orientations susceptibles de promouvoir le développement et d'induire des effets positifs sur le climat. De surcroît, cet atelier se voulait le cadre de réflexions pour ressortir les liens entre les

politiques de développement et les politiques climatiques, en mettant l'accent sur le développement rural.

Les résultats de cet atelier ont été présentés dans le cadre du side event « Development - First » lors de la COP/MOP Climat qui s'est tenue en décembre 2005 à Montréal.

2 - Enda a également développé, en partenariat, un processus de recherche de synergies (ou « trade-off ») entre des politiques relatives à trois domaines, à savoir : **le développement, l'énergie et les changements climatiques**. Ces synergies sont en cours de démonstration dans le cadre des études de cas menés dans cinq pays différents : Chine, Bangladesh, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Sénégal (Development, Energy and Climate Change Project / UNEP).

3 - La réflexion et l'action ont, par ailleurs, été centrées sur l'appui à la CEDEAO en vue de l'élaboration d'un **livre blanc sur l'accès aux services énergétiques pour les populations rurales et péri urbaines dans les pays de la CEDEAO**. Partant du réflexe d'intégration de l'énergie dans les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté, le plaidoyer a porté sur une meilleure prise en compte des services énergétiques dans les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté (DSRP). En effet, si l'énergie est absente des ODM en tant que telle, elle est omniprésente dans tous les domaines si on veut atteindre les objectifs en termes de santé, d'éducation, bref, en terme de réduction de la pauvreté. La démonstration que, dans ces domaines, l'approche a permis la mise en place de **comité multisectoriel** dans les pays et celle d'un comité régional multisectoriel. La prochaine étape consistera à définir (et financer) un plan d'investissement (CEDEAO) et de développer un outil d'évaluation des impacts d'une intervention énergétique sur le développement (DEA/UE). ENDA (appui GTZ) a participé à la mise en place de cette même approche en Afrique centrale (CEMAC).

4 Plus spécifiquement, l'accent a été porté sur le renforcement de la problématique « **Genre, Energie, Pauvreté** ». L'aspect genre est une activité transversale du Programme « Energie, Environnement, développement » dans la mesure où il ressort dans les autres activités, précisément dans les projets plus spécifiques axés sur le climat (vulnérabilité), la pauvreté, l'eau, l'énergie, les technologies, la préservation des ressources de l'environnement, etc. Le genre, combiné à la lutte contre la pauvreté et aux problèmes d'accès à des services énergétiques appropriés se retrouve dans les différents axes stratégiques, en particulier « la connaissance des systèmes énergétiques », « les services de base : accès aux services énergétiques », « l'analyse et la recherche pour la lutte contre la pauvreté ».



Les zones rurales sont généralement en dehors du réseau traditionnel de distribution de l'énergie électrique, ce qui exclut les populations locales du bénéfice des avantages et services offerts par l'électricité. Des stratégies alternatives sont développées afin de rendre plus « démocratique » l'accès à un service qui est avant tout un gage de développement intégré des zones rurales. Cependant, les initiatives restent encore très localisées (Plate Forme Multifonctionnelle), même si elles sont appelées à terme à couvrir un espace beaucoup plus large. Il est reconnu que les populations féminines sont plus vulnérables face à la pauvreté en plus du fait que l'essentiel de leurs activités sont réalisées sans apport d'énergie pour faciliter l'exécution des tâches quotidiennes. Le triptyque Genre – Energie – Pauvreté a servi de cadre de recherche et de réflexion pour mieux cerner les différents aspects de la pauvreté énergétique qui affecte les femmes rurales en dehors des aspects conceptuels. La réflexion a été menée dans le cadre plus global du développement par la prise en considération de tous les secteurs nécessitant la disponibilité d'une énergie moderne (santé, éducation, eau, agriculture, etc.) et les activités menées quotidiennement pour l'atteinte du bien être de la famille (cuisine et activités connexes). La

thématique de l'énergie a permis de soulever d'autres contraintes (infrastructure, investissement, crédit, formation, information, etc.) et la disponibilité de l'énergie, reste en définitive l'objectif prioritaire à relever pour les populations et pour le développement.

Les activités menées sur la réflexion **Genre – Energie – Pauvreté** ont permis de mieux comprendre la pauvreté énergétique à travers les témoignages des populations ainsi que leur vécu socio-économique. La valeur ajoutée essentielle a été que les femmes ont pu identifier toutes les contraintes liées à l'absence d'énergie tout en donnant leur propre vision de ce qu'est la pauvreté en dehors des concepts en vigueur.

Les résultats obtenus dans le cadre du projet ont fait l'objet de **trois publications** :

- un document synthétique intitulé : « Energie et Pauvreté : Histoires vécues de femmes et d'hommes » ;
- une brochure illustrée : « Le visage de la pauvreté énergétique au Sénégal » ;
- un film documentaire du CD : « Genre – Energie – Pauvreté ».

ces publications sont disponibles également sur Internet (site d'enda énergie, <http://www.enda.sn/energie/indexnrj.htm> et Médiaterre : <http://www.mediatorre.org/afrique/>).

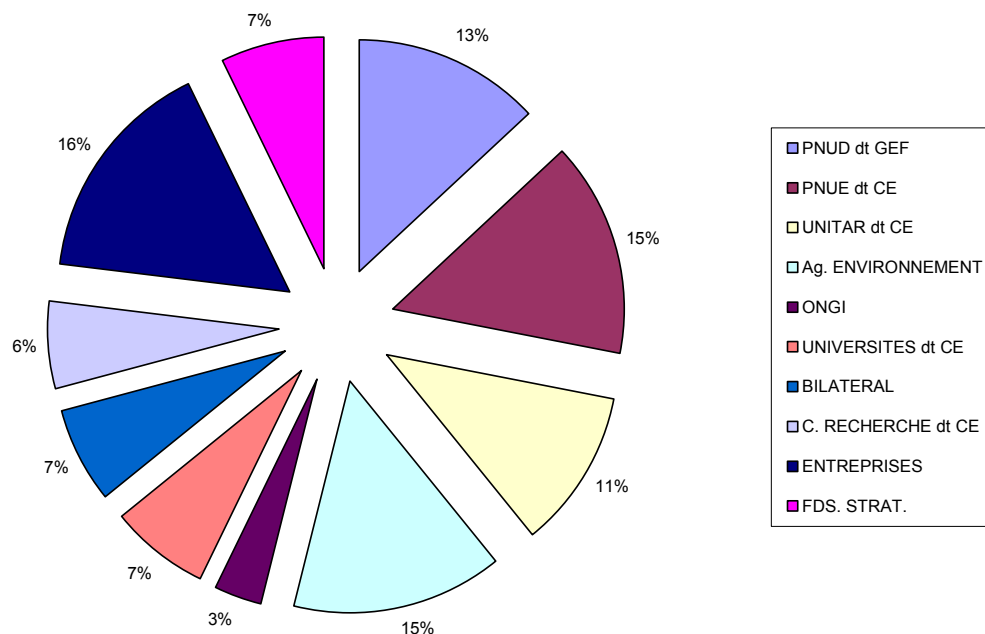
La mise en réseau pour le partage des expériences et la réalisation d'études de cas, prolongent la réflexion et la recherche sur le genre et l'énergie au niveau international et dans la région francophone d'Afrique de l'Ouest et du Centre. La coordination du réseau francophone africain est assurée par ENDA.

5 - Dans son rôle de diffusion d'information sur le développement durable, enda a publié, au cours de l'année, plus de 120 dépêches sur les portails Afrique, Climat, Energie, Eau, International, Maghreb et a mis en place une page Web ENDA-Médiaterre.

Pour conclure, ces interventions et ces réflexions transversales dans le domaine « Energie, Environnement, Développement » ont été accomplies grâce à la mobilisation :

1. des Ressources Humaines du Programme : Vingt collaborateurs, pour plus d'un tiers experts « seniors » (ingénieurs, géographes, économistes, sociologues, environnementalistes,...).
2. des collaborations externes, principalement des centres de recherche partenaires,
3. des ressources financières avoisinant mille keuros dont la répartition des sources est reprise dans le graphique suivant :

Répartition de l'origine des ressources en 2005



Publications de l'année 2005

- DENTON, Fatima ; SECK, Emmanuel et al. - Le visage de la pauvreté énergétique à travers la femme au Sénégal. – Dakar : ENDA TM, 2005. – 27p. (Version anglaise)
- SARR, Sécou ; THOMAS, Jean Philippe ; TRAORE Modibo.- Développement des capacités et potentiel d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest. Dakar : Enda Energie, BAD, Février 2005.- 65p.
- DENTON Fatma ; DIAGNE GUEYE, Yacine, coll. ; SECK, Emmanuel, coll. - Des communautés en marge du développement - Energie et pauvreté : histoires vécues de femmes et d'hommes. - Dakar : Enda Energie, 2005.- 65p. (Version anglaise)
- SARR, Sécou.- Rôle des Energies renouvelables sur le développement d'activités productives en milieu rural Ouest Africain : Le cas du Sénégal.- Dakar : Enda Energie, Mars 2005.-50p.
- THIAM, Nogoye.- Changement Climatique et Développement en Afrique de l'Ouest, Consultation sur les priorités de recherche : revue documentaire.- Dakar : Enda Energie, IIED-DFID, mai 2005.- 30p.
- THIAM, Nogoye.- Changement Climatique et Développement : le cas du Sénégal.- Dakar : Enda Energie, IIED-DFID, mai 2005.- 17p.
- THIAM, Nogoye.- Changement Climatique et Développement : Rapport Atelier.- Dakar : Enda Energie, IIED-DFID, mai 2005.- 16p.

- WINOGRAD, Manuel ; FALL, Boubacar; DIOP, Abdou Khadire ; THOMAS, Jean-Philippe ; NIANG DIOP, Isabelle.- Renforcement des capacités sur l'évaluation de la vulnérabilité et les stratégies d'adaptation, Guide du formateur.- Dakar : ENDA Energie, CIAT, SEI, UNITAR, juillet 2005.- 30p.
- Enda Programme « Energie Environnement Développement ».- Le Bulletin Africain « Accès à l'énergie : Les Résultats ».- Dakar : Enda Energie, Mai 2005.-25p.
- SECK, Emmanuel ; STOCKWELL, Claire. – Compte-rendu de l'atelier de « Formation des formateurs sur la vulnérabilité et adaptation aux changements climatiques », 05 – 07 juillet 2005, Dakar, Sénégal. – Dakar : ENDA TM, juil. 2005.- 26p.
- SARR, Sécou.- Synergie entre l'énergie et les autres secteurs stratégiques de lutte contre la pauvreté : Contribution du Comité Multisectoriel COMES.- Dakar : Enda Energie, Avril 2005.- 12p.
- NANASTA, Djimingué . – Information For African Climate Technology Transfer (iACCT) Final Report Juillet 2005 - 10p
- BA, Libasse . – Energy Use and the Power in Senegal - Octobre 2005-
- THIAM, Nogoye ; THOMAS, Jean Philippe.- Revue Sectorielle.- Dakar : Enda Energie, 2005.- 144p.
- BA, Libasse.- Kyoto Think Global Act Local Phase 2- Final Report.- Dakar :Enda Energie, Juillet 2005.- Dakar 13p.
- SECK, Moussa ; MAMOUDA, Moussa Na Abou ; WADE, Salimata.- Adaptation and mitigation through « produced environments” : the case for agriculture intensification in Senegal.- Sussex : Institute of Development Studies Bulletin Vol. 36, Number 4, Oct. 2005. p. 71-86.
- SARR, Sécou; DAFRALLAH, Touria and all.-Focus on Electrification for the poor : Lessons for West Africa ACCESS III(2005),ENDA GNESD, Décembre 2005 31p

ENDA TM

Programme « Energie, Environnement et Développement »

54, Rue Carnot

BP 3370, Dakar (Sénégal)

Tél : (221) 882 59 83 / 822 24 96

Fax : (221) 821 75 95

Email : enda.energy@sentoo.sn

<http://www.enda.sn/energie/indexnrj.htm>